

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18/09/2024

ORDRE DU JOUR :

1. Approbation du compte-rendu du 13 août 2024
2. DM Budget principal
3. Exonération de la TFB dans le cadre du Dispositif France Ruralités Revitalisation
4. DM Budget annexe Restaurant du Parc
5. Servitude chemin Augustin terrain Labourdatte (Domofrance)
6. Mesures pour optimiser les finances de la commune (révisions de subventions, indemnités, révisions des tarifs, ...)
7. Projet relatif à la Maison Nabonne

Décisions du Maire dans le cadre de ses délégations :

DÉCISION DU MAIRE N°3-2024 LICENCE 4

DÉCISION DU MAIRE N°4-2024 BAIL COMMERCIAL

QUESTIONS DIVERSES :

- Travaux Sinistre Appartement Mairie
- Abri bus : délibération de principe pour lancer le projet

Le 18 septembre deux milles vingt-quatre, à 18h30, les membres du Conseil Municipal se sont réunis sous la présidence de Monsieur André LANUSSE-CAZALÉ, Maire de GARLIN.

Étaient présents : Mesdames : Marguerite Vogt, Joëlle Préchacq-Latrete, Chantal Ferrando, Claire Labat, Francine Lahore, Marie-Anne Sommesous.

Messieurs : André Lanusse-Cazalé, Anthony Jegou, Pierre Labrosse, Jean-Claude Tucoulou

Excusé(es) : Claude Artigues, Mikaël Bernadet

Absente : Julie Sabran

Secrétaire de séance : Francine Lahore

Avant de commencer le conseil municipal, Chantal a tenue à s'exprimer sur la situation financière de la commune.

Chantal Ferrando : La situation est grave mais pas désespérée. Il est important que nous nous serions les coudes et agissions tous dans la même direction. Il est important de soutenir le personnel communal qui ressent au plus près la situation difficile. Il y a déjà 2 absents, il me paraît urgent de mettre en place les nouveaux horaires de la mairie que Mickaël a proposé – à la suite d'une concertation avec les principaux intéressés, à savoir tout le personnel.

Pierre Labrosse : Nous verrons avec les économies réalisées, mais nous devons en parler avec eux.

André Lanusse-Cazalé : Je vais m'en occuper. Nous allons en décider aujourd'hui et demain je réunirai tout le personnel.

Anthony Jegou : Nous avons déjà eu cette discussion avant l'été. Maintenant nous sommes au 18 septembre et rien n'a été fait.

Marie-Anne Sommesous : Où en est-on des photocopies pour les associations à la mairie ?

Chantal Ferrando : Tant qu'il n'y a pas eu de délibération à ce sujet, rien n'a été mis en place.

Jean-Claude Tucoulou : Il faudra faire passer un mot sur le panneau électronique et dans le journal, pour informer le public des nouveaux horaires d'ouverture de la mairie.

Pierre Labrosse : Qui veux-tu informer ? Les gens verront bien en venant que c'est fermé.
Nous allons réunir le personnel afin de discuter avec eux d'une éventuelle réduction des frais liés à la mairie sur certains jours.

Claire Labat : Tu ne parles pas seulement d'une réduction financière ?

Pierre Labrosse : Non, je parle aussi de la charge de travail qu'a le personnel administratif. En fermant deux demi-journées par semaine, cela leur laissera le temps d'avancer sur leur travail sans être dérangé.

André Lanusse-Cazalé : A partir du 1^{er} octobre, j'irais voir en priorité le personnel pour en discuter avec eux. Les choses importantes prendront quelques jours avant d'être mises en place, mais si tout le monde est d'accord la réduction des horaires de la mairie pourra se faire rapidement.

Francine Lahore : Sur le mois de janvier 2023 par exemple, il y a eu environ 42 personnes qui sont venues à la mairie le lundi.

André Lanusse-Cazalé : Nous sommes tous conscients de la charge de travail qu'a le personnel à la mairie.

Je vous propose de fermer la mairie le lundi après-midi ainsi que le mercredi après-midi. On acte ça ?

Nous allons également diminuer les permanences de demande de cartes d'identités et de passeports.

Claire Labat : Ce n'est pas judicieux de fermer le mercredi après-midi. C'est le seul jour où les parents peuvent venir avec les enfants.

Pierre Labrosse : 90% des gens qui viennent en rendez-vous ne sont pas de Garlin.

Nous allons définir des nouveaux créneaux pour les permanences de cartes d'identités et de passeports. 15 rendez-vous maximum par semaine seront bloqués sur deux demi-journées. Nous allons laisser courir les rendez-vous qui sont déjà pris.

OBJET : APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13/08/2024

En raison de l'absence de Marina, tout n'a pas pu être préparé dans les temps, Monsieur le Maire propose de remettre le vote du CR du 13.08 à la prochaine réunion.

1) DM BUDGET PRINCIPAL n° 3

Vu l'article L.1612-11 du Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la nomenclature budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n°5 du Conseil municipal en date du 04 avril 2024 approuvant le budget primitif,

Monsieur le Maire indique que des emprunts pour Territoire d'Energie pour les années 2022/2023/2024 ont été payés par opération réelle. La trésorière souhaite que nous rectifions ces écritures en opération d'ordre

Pour rappel :

« Lors de l'exécution budgétaire, la collectivité effectue des opérations « réelles » ou des opérations « d'ordre ». Les opérations d'ordre budgétaires se caractérisent par le fait qu'elles concernent toujours à la fois une opération de dépense obligatoire et une opération de recette budgétaire pour un montant identique.

Les opérations réelles ont un impact direct sur la trésorerie de la collectivité ou de l'établissement, il s'agit d'encaissements et de décaissements effectifs.

A l'inverse les opérations d'ordre non budgétaires n'ont pas de conséquences sur la trésorerie de la collectivité ou de l'établissement ; il s'agit de jeux d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissements ni à décaissements »

Monsieur le Maire indique qu'il convient donc de voter la décision modificative suivante :

EN DEPENSES			EN RECETTES		
compte		montant	compte		montant
204182-041		38 950.05 €	168758-041		38 950.05 €
1641-041		16 441.00 €	1321-041		16 441.00 €
TOTAL		55 391.05 €			55 391.05 €

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- **APPROUVE** la présente décision modificative n°3.

(votants : 11 exprimés : 11 pour : 11 contre : 0 abstention : 0)

2) Exonération de la TFB dans le cadre du Dispositif France Ruralités Revitalisation

Le Maire expose les dispositions de l'article 1383 K du code général des impôts permettant au conseil municipal d'instaurer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties dont bénéficient les immeubles situés dans les zones France ruralités revitalisation mentionnées aux II et III de l'article 44

quindecies A du code général des impôts et rattachés à un établissement remplissant les conditions pour bénéficier de l'exonération de cotisation foncière des entreprises prévue à l'article 1466 G.

La réforme des zones de revitalisation rurale (ZRR), adoptée en loi de finances pour 2024 (entrée en vigueur le 1er juillet 2024), fixe un nouveau zonage appelé "France Ruralités Revitalisation". Cette réforme concrétise le 4e volet du plan France Ruralités. Grâce à cette réforme, 17 700 communes sont zonées France Ruralités Revitalisation (FRR) La réforme crée également deux niveaux de zonage :

- FRR "socle" ;
- FRR "plus", un niveau renforcé pour le quart des communes qui en ont le plus besoin.

En outre, la loi de finances pour 2025 permettra à 2 200 communes "sortantes" du zonage ZRR de continuer à en bénéficier, et ce afin de les accompagner et de leur permettre d'assurer leur attractivité dans le temps. Il n'y aura ainsi pas de rupture.

Objectifs :

Renforcer l'attractivité des territoires ruraux / Soutien renforcé aux collectivités

- Les FRR ont pour objectif de renforcer l'attractivité des territoires ruraux. Les entreprises qui s'implantent sur ces communes pourront bénéficier d'exonérations fiscales et sociales : exonérations d'impôts sur les bénéfices (impôts sur les revenus et impôt sur les sociétés), de cotisation foncière des entreprises et de taxe foncière sur les propriétés bâties. Pour ces deux dernières, les collectivités ont un délai de 3 mois pour délibérer à compter de la date d'entrée en vigueur du zonage.
- Les professions libérales, notamment médicales et paramédicales, restent éligibles. Les organismes d'intérêt général continueront à bénéficier du dispositif dans les mêmes conditions que précédemment et le régime applicable pour les recrutements antérieurs au 1er novembre 2007 est maintenu.
- Enfin, France Ruralités Revitalisation apporte un soutien renforcé aux collectivités : majoration de dotation globale de fonctionnement avec une bonification de 30 % de la fraction bourg-centre et de 20% de la fraction péréquation de la dotation de solidarité rurale, facilitation d'ouverture d'offices, bonification de la dotation France Services, majoration de dotation au titre de la péréquation postale, exemption du supplément de loyer de solidarité, etc.

Enjeux : Permettre un soutien plus adapté aux réalités locales avec des exonérations fiscales et sociales plus fortes dans les territoires les plus fragiles, ceci afin de soutenir les entreprises à s'im

Calendrier :

Les entreprises pourront bénéficier d'exonérations d'impôts locaux (TFB et CFE) sous réserve de l'adoption d'une délibération de la commune et de l'intercommunalité

➤ Avant le 18 septembre 2024: la délibération sera applicable aux entreprises créées dès le 1er Juillet 2024.

➤ Avant le 1er octobre 2024: la délibération sera applicable aux entreprises créées à compter de 2025.

➤ Avant le 1er octobre des années suivantes (2025, 2026 etc.): la délibération sera applicable aux entreprises créées l'année suivant son adoption. Une seule délibération est nécessaire : elle produit son effet pour les années à venir, tant qu'elle n'a pas été rapportée ou modifiée (par exemple, une délibération prise en année N, est applicable aux entreprises créées en N+1 mais également à celles

créées en N+2, N+3, N+4 etc.). Par ailleurs, en raison du principe de l'annualité des impôts locaux, les entreprises créées en année N pourront bénéficier d'une exonération à compter de l'année N+1 (pour une durée totale de 8 ans).

Vu l'article 1383 K du code général des impôts,

Vu l'article 1466 G du code général des impôts,

La commune de GARLIN répondant aux critères de zonage et donc située en zone « France Ruralités Revitalisation »,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'instaurer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des immeubles situés dans les zones France ruralités revitalisation mentionnées aux II et III de l'article 44 quinquies A du code général des impôts et rattachés à un établissement remplissant les conditions pour bénéficier de l'exonération de cotisation foncière des entreprises prévue à l'article 1466 G du code général des impôts.

CHARGE le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

(votants : 10 exprimés : 10 pour : 10 contre : 0 abstention : 0)

Marie-Anne Sommesous : Ça remplace la revitalisation rurale ?

André Lanusse-Cazalé : Oui, tout à fait

Joëlle Préchacq-Latreyte : Y a-t-il une compensation de l'état ?

Pierre Labrosse : Non tu n'as le droit à rien.

Anthony Jegou : Je suis surpris que l'état ne donne rien étant donné que c'est quand même eux qui nous incitent à le faire.

Mikaël Bernadet entre dans la salle du conseil municipal à 18h48.

3) DM BUDGET ANNEXE RESTAURANT DU PARC n°3

Vu l'article L.1612-11 du Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la nomenclature budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n°9 du Conseil municipal en date du 04 avril 2024 approuvant le budget primitif,

Monsieur le Maire indique qu'il a été inscrit la somme de 166 500 € (avance subvention fonds Friche) en report au budget annexe mais aussi en nouvelle proposition, cela fait doublon. La préfecture a remarqué l'anomalie et demande donc à ce que cela soit rectifié.

Monsieur le Maire indique qu'il convient donc de voter la décision modificative suivante :

EN DEPENSES DU BUDGET ANNEXE			EN RECETTES DU BUDGET ANNEXE		
OPERATION	ARTICLE	€	OPERATION	ARTICLE	€
101 OPERATION DE RENOVATION	1641	-166500	101 OPERATION DE RENOVATION	1311	-166 500
		-166 500			-166 500

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- **APPROUVE** la présente décision modificative n°3.

(votants : 11 exprimés : 11 pour : 11 contre : 0 abstention : 0)

4) Servitude chemin Augustin terrain Labourdatte (Domofrance)

André Lanusse-Cazalé : Domofrance a accepté la proposition de vente à 110 00 € et nous demande de régler l'accès pour M AUGUSTIN. Nous allons garder la servitude de 4 mètres, qu'on lui vendra à l'euro symbolique. Ce qui inclut les frais de bornage et les frais de notaire.

Claire Labat : Le chemin de servitude sera donc de 4 mètres de large jusqu'au bout de sa propriété.

(votants : 11 exprimés : 11 pour : 11 contre : 0 abstention : 0)

5) MESURES POUR OPTIMISER LES FINANCES DE LA COMMUNE

Point sur les réunions faites par les différentes commissions.

Point sur les projets à ajourner ou pas.

Point sur les ventes envisagées

- **Vente terrain à M. BROCA : 500€ la parcelle de 20ares - relance de celui-ci**

André LC : N'ayant pas la situation précise du lot, je propose de reporter la décision au prochain conseil

Commission Finances

Anthony Jegou : Globalement le travail a été fait, nous avons repris les tableaux lignes par lignes, mais nous devons revoir la position, en recalant les lignes de l'année dernière en face de celle de cette année. Au regard des écritures, nous avons une réduction des dépenses de 166 000 €, avec

des recettes de 140 000 €, d'où un delta de 20 000 €. On est censé se sortir de l'ultimatum des 150 000 €. Evidement des dépenses imprévues se rajouteront sûrement.

Mikaël Bernadet : Comment pouvons-nous faire pour suivre les dépenses ?

André Lanusse-Cazalé : Je vous transférerai les tableaux. Le personnel en sera également informé. Il faut que l'on ait à l'esprit que l'on doit se serrer la vis.

Claire Labat : Concernant les consignes de restrictions budgétaires, est-ce que nous arrêtons toutes les activités et spectacles à la médiathèque ou est-ce que nous les suspendons pendant un an ?

André Lanusse-Cazalé : Pour l'instant nous allons bloquer le budget jusqu'à la fin de l'année. Évidemment les animations déjà engagées sur octobre et novembre ne peuvent pas être annulées. Pour l'année prochaine, nous travaillerons le budget bien en amont.

Mikaël Bernadet : Nous devons réfléchir sur du moyen/long terme, sur un an voire un an et demi.

Anthony Jegou : J'ai l'impression que l'on regarde d'abord ce que l'on va dépenser, puis qu'une fois après, nous regardons les recettes. Le budget a été fait à l'envers. Il faut d'abord travailler sur les recettes puis après voir ce que l'on va dépenser.

Mikaël Bernadet : Toute dépense doit être débattue y compris les frais de personnel.

Claire Labat : Le travail administratif doit être fait par un personnel administratif.

Maguy Vogt : On ne peut pas faire sans agent pour la Médiathèque.

Indemnités

André Lanusse-Cazalé : Nous faisons une erreur sur le fonds. Il n'y a aucun impact sur le public, C'est une image qui n'apporte rien à la commune non plus. Je souhaite diminuer la mienne de 10%.

Pierre Labrosse : Tu ne peux pas diminuer de seulement 10%, alors que nous diminuons tous de 20%. Tu te moques de nous.

André Lanusse-Cazalé : J'ai beaucoup plus de choses à gérer que vous.

Pierre Labrosse : Je suis désolé de te le dire André, mais ce n'est pas normal.

Marie-Anne Sommesous : Vous dites qu'il faut diminuer les horaires d'ouverture, mais par contre vous, vous avez le choix de la réduction ou pas de vos indemnités.

Mikaël Bernadet : Il faut acter aujourd'hui que la réduction a été faite et nous voterons au prochain conseil avec les nouvelles lignes d'écriture.

André Lanusse-Cazalé : Nous ferons au prochain conseil municipal. Nous aurons un tableau avec une enveloppe globale (Maire + Adjoints).

Economie

André Lanusse-Cazalé : Les ateliers municipaux sont ajournés en 2025.

Anthony Jegou : Avons-nous eu une réponse pour l'annulation des travaux ?

André Lanusse-Cazalé : Non, nous n'avons rien reçu.

Claire Labat : Pour faire suite à la subvention de l'association des chasseurs, qui est quand même très importante, 2000 €, peut-être que nous pourrions ne leur verser qu'une seule partie de celle-ci étant donné que les travaux pour les ateliers municipaux sont ajournés.

André Lanusse-Cazalé : J'ai vu le président de l'association. Ils sont d'accord pour rester sur le même montant que l'ancienne subvention. Nous leur verserons la subvention de 2024 lors des travaux.

Anthony Jegou : Il va falloir que pour début 2026, nous trouvons 500 000 € de recettes pour le restaurant du parc.

André Lanusse-Cazalé : A la clôture des dépenses de ce budget et des recettes nous verrons le delta qui à mon avis sera positif

6) PROJET RELATIF À LA MAISON NABONNE

Ce projet a fait l'objet de discussions et d'une délibération le 13.08. Nous avons reçu les Toits de Gascogne : mardi 17/09. Monsieur le Maire vous rend compte du résultat des négociations.

André Lanusse-Cazalé : Le 17 septembre 2024, la commune a reçu M. Serge CAMPAGNOLLE directeur du Toit de Gascogne, M. Benoît DUPEY responsable du service Habitat du Département des Pyrénées-Atlantiques, M. Frédéric CLABE Vice-président de la CCLB en charge de l'Habitat et des Mobilités, Mme Emilie LACABANNE responsable du service Urbanisme et Habitat de la CCLB et M. Frédéric CLAIN en charge du projet Petites Villes de Demain. L'objectif de la réunion était de faire le point sur l'avancement du travail du Toit de Gascogne sur le projet Nabonne et de porter à connaissance du bailleur de l'ensemble des accompagnements financiers possibles (les modalités sont différentes entre la région Occitanie, où siège le Toit de Gascogne, et la région Nouvelle-Aquitaine). La Communauté de communes a rappelé qu'elle se tenait à disposition des communes dans leurs relations avec les bailleurs sociaux, en lien avec la stratégie intercommunale des parcours résidentiels.

Pour rappel, le conseil d'administration du Toit de Gascogne a acté la proposition de rachat de l'immeuble Nabonne à hauteur de 80 000 €. Il est également rappelé que la commune a fait appel à l'EPFL, suite à la délibération du conseil municipal du 6 octobre 2022, pour porter le foncier et procéder à la démolition de l'immeuble dans le cadre d'un projet initialement prévu avec le bailleur social Domofrance. À ce jour, l'EPFL a engagé 10 314,00 € HT de dépenses d'études pour le compte de la commune (diagnostic amiante, plomb et termites, relevé de façades) pour permettre à Domofrance une reconstruction de l'immeuble à l'identique. Sans porteurs de projet désigné par le conseil municipal, ces frais d'études, aujourd'hui supportés par l'EPFL, seront à la charge de la commune.

L'EPFL est un outil au bénéfice des territoires pour porter du foncier et prendre en charge une partie des travaux de démolitions/curetage/désamiantage dans le cadre de projet à vocation d'habitat.

Le Toit de Gascogne, propose un projet de réhabilitation qui nécessite toutefois des frais de

désamiantage et de curetage. Après échange entre les deux structures, les frais d'études et de préparation du bâtiment pourront être pris en charge partiellement par l'EPFL (généralement 50% du coût).

Le directeur du Toit de Gascogne a rappelé la stratégie qui repose sur la réhabilitation de bâtiments anciens, dans une démarche environnementale, et le bien être de ses locataires. En ce sens, il présente la deuxième version architecturale du projet qui propose de réduire le nombre de logements à 10 ou 11 logements pour améliorer le confort de chaque logement (privilégier le plus possible les appartements traversants et développer des espaces extérieurs de qualité).

Le Toit de Gascogne s'est engagé à finaliser un avant-projet sommaire (APS) et à présenter un projet de montage d'opération en intégrant les interventions financières du CD64, de la CCLB, de la Région et de l'EPFL (avec un bilan d'opération) dans les prochaines semaines. Une réunion sera proposée à la commune et aux partenaires pour présenter le projet.

Pierre Labrosse : *Quelles sont les conditions de reprise ?*

André Lanusse-Cazalé : *Aucune, car il le rachète.*

Mikaël Bernadet : *Quelles sont les prochaines étapes ?*

André Lanusse-Cazalé : *Nous allons déposer le permis fin 2025, rien ne va se passer avant (démolition/construction).*

Chantal Ferrando : *Une fois que nous l'aurons vendu nous n'aurons plus de remboursement de prêt ?*

Pierre Labrosse : *On ne peut pas résilier le prêt, car c'est un contrat de droit public.*

André Lanusse-Cazalé : *La vente servira à rembourser les échéances de prêt*

INFORMATION : DÉCISIONS DU MAIRE DANS LE CADRE DE SES DÉLÉGATIONS : (cf doc ci-joint)

DÉCISION DU MAIRE N°3-2024 LICENCE 4

La licence est mise à disposition de l'EXPLOITANT moyennant une redevance annuelle de cinq cents euros hors taxe (500 € HT), soit six cents euros toutes taxes comprises (600,00 € TTC).

À titre exceptionnel, conformément à la délibération du 13/08/2024 le Conseil Municipal a décidé que la licence serait mise à disposition de l'EXPLOITANT gratuitement (0€) pour l'année 2024. Ensuite dès 2025, elle sera de 500 € HT.

DÉCISION DU MAIRE N°4-2024 BAIL COMMERCIAL

Le bail est consenti et accepté pour une durée de 9 an à compter du 01 septembre 2024 jusqu'au 31 août 2033, moyennant un loyer mensuel de 3000 € HT. Le preneur supporte toutes les charges afférentes à l'occupation des locaux loués. Le loyer convenu (3 000 € HT mensuel, soit 3600 € TTC), sera payable mensuellement au trésor public.

À titre exceptionnel, le loyer mensuel est fixé à 2 500 € HT, soit 3000 euros TTC en 2024. À compter de janvier 2025, le loyer mensuel sera de nouveau de 3000 € HT.

QUESTIONS DIVERSES :

— TRAVAUX SINISTRE APPARTEMENT MAIRIE

M. GRIT a fait parvenir un devis de 8 991,60 €.

Accord donné , nous contacterons l'artisan pour démarrer au plus tôt le chantier

André Lanusse-Cazalé : Francine peux-tu t'occuper de le recontacter.

— COLLÈGE

demande de mise en place d'un abri bus financé par les subventions départementales issues des amendes de police.

Intervention de M PELANNE : demande accord de principe pour lancer dossier (urgent)

André Lanusse-Cazalé : Vous devez seulement m'autoriser à faire l'appel de fonds.

Mikaël Bernadet : Est-ce sûr à cent pour cent ?

Pierre Labrosse : Oui, les amendes sont faites pour ça.

Claire Labat : L'endroit prévu est-il fait pour ça ? Est-il sécurisé ?

André Lanusse-Cazalé : Je vous montrerai l'endroit. L'abri de bus sera transparent

— APPARTEMENT MAISON MÉDICALE :

Mikaël Bernadet : Où en est-on concernant les deux appartements de la maison médicale ?

André Lanusse-Cazalé : C'est la communauté des communes qui s'en occupe. Le président a été relancé.

Chantal Ferrando : J'ai entendu qu'ils pourraient monter jusqu'à 150 000 €.

L'ordre du jour étant épuisé, plus aucune question n'étant soulevée, Monsieur le Maire lève la séance du Conseil Municipal à 20h45.